

# Charles Michel sur les traces du père

**Pas facile de se faire une place au soleil de la Francophonie. La Canadienne Michaëlle Jean est sortie du lot comme nouvelle secrétaire générale. Charles Michel, lui, a réussi à sortir du rôle de figurant.**

De notre envoyé spécial à Dakar **François Janne d'Othée**

**F**inalement, on se demande si ces sommets de la Francophonie servent à autre chose qu'à élire un nouveau secrétaire général et à fixer le lieu du prochain sommet : la remarque a circulé parmi les centaines de journalistes hermétiquement séparés des participants au 15<sup>e</sup> sommet de la Francophonie, à Dakar. De fait, ces enjeux occultaient

tout le reste. Car l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), forte de 80 membres, c'est aussi une stratégie commune en vue de la promotion du français (notamment via TV5 Monde), de la bonne gouvernance, de l'éducation, ou encore de la lutte contre le terrorisme et Ebola.

Après de longues palabres, c'est finalement Michaëlle Jean (57 ans), une Canadienne d'origine haïtienne et ancienne gouverneure générale du Canada, qui succédera au Sénégalais Abdou Diouf (79 ans, dont 12 au compteur de la Francophonie), alors que la tradition voulait que ce soit un candidat du Sud qui prenne les rênes de l'OIF. Mais voilà : les pays

africains n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un nom parmi leurs quatre candidats en lice, dont l'ex-président (et ancien putschiste) burundais Pierre Buyoya. Avant le sommet, la France pensait même trouver une porte de sortie pour Blaise Compaore (Burkina Faso), qui a dû fuir son pays comme un voleur.

Avec cette ancienne présentatrice de la télé canadienne, l'honneur de la francophonie est sauf : qui aurait pu accepter

sans rire qu'un candidat comme le diplomate congolais Henri Lopes, 77 ans, émerge d'un sommet dont le thème était « Femmes et jeunes acteurs de développement » ? Il n'empêche : Michaëlle Jean aura-t-elle les épaules assez solides pour

rappeler à l'ordre un chef d'Etat africain qui se déciderait à faire du petit bois avec la démocratie ? D'autres se demandent si cette femme qui a représenté la couronne d'Angleterre n'est pas un coin enfoncé par le Commonwealth dans la francophonie. Le premier couac a surgi lors de sa conférence de presse inaugurale, lorsqu'elle a répondu... en anglais à un journaliste canadien.

Malgré les 274 millions de locuteurs francophones, le sujet reste sensible. Aujourd'hui, l'OIF compte une majorité de pays où le français n'est pas langue officielle. A Dakar, elle a accueilli en son sein des Etats observateurs aussi improbables que le Mexique, le Costa Rica, et, encore plus étrange, le Kosovo, un pays non reconnu, notamment, par l'immense République démocratique du Congo. Par contre, Michaëlle Jean pourra jouer un rôle dans cette francophonie économique devenue le nouveau fer de lance de l'OIF. Les mauvaises langues glissent que la Canadienne pourra se servir du prétexte pour renforcer la présence dans l'eldorado africain des grandes sociétés extractives de son pays...

## Belges sans voix

Les représentants belges à Dakar ? Ils ont regardé leur montre. Du moins, la première journée. Le Premier ministre Charles Michel (MR) et Rudy Demotte (PS), ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, ont dû se farcir 17 discours, sans pouvoir eux-mêmes prendre la parole. La pilule est d'autant plus difficile à avaler que la Belgique est le troisième bailleur de la francophonie après la France et le Canada. Ou plus précisément, la Fédération Wallonie-Bruxelles vu que le fédéral ne débourse pas un sou. Par tête d'habitant, la Fédération est même le premier contributeur.

Dans l'entourage du Premier ministre, on tempérait : « On peut comprendre que les hommages à Diouf ont justifié cette inflation de discours, mais il ne faudrait pas que cela se reproduise à Madagascar », lieu du prochain sommet en 2016. Est-ce par agacement ou par volonté de faire du terrain que Charles Michel avait préféré « brosser » le dernier jour du sommet pour rendre visite à une

entreprise belge ? C'était sans compter ces quelques coups de fil africains qui l'ont poussé à retourner au centre de conférences (fraîchement baptisé Abdou Diouf) afin de contribuer à dégager un consensus sur le nom du nouveau patron de l'OIF.

On aurait pu croire que Charles Michel, 39 ans, partait avec un handicap sur un continent où la séniorité compte. Mais les Michel sont loin d'être des inconnus. D'abord il y a Louis, le père, vieux routier de la politique africaine, ancien ministre des Affaires étrangères et ex-commissaire européen au Développement. Aujourd'hui eurodéputé, il continue de rouler sa bosse sur le continent en co-

présidant l'assemblée paritaire ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique)-UE et en chapeautant des missions d'observation

électorale. Notamment au Mali en 2013, ce qui a facilité le dialogue à Dakar entre Charles Michel et le nouveau président Keïta. Et puis, il y a les liens politiques via l'Internationale libérale à laquelle adhèrent à la fois le MR et les partis au pouvoir au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

Quant à Charles Michel, il s'est déjà fait les dents en tant que ministre de la Coopération, de 2007 à 2011. Beaucoup de ses pairs africains se souviennent de lui. A Dakar, il fut le seul Européen à pouvoir s'entretenir avec le président congolais Joseph Kabila. Son aura a monté d'un cran depuis que le président français François Hollande s'est risqué

à un discours très directif, fustigeant les dirigeants « qui veulent se maintenir au pouvoir en violant l'ordre constitutionnel ». Or les chefs d'Etat implicitement visés – Kabila, mais aussi ses homologues du Congo-Brazzaville, du Rwanda, du Burundi... – ne se sont pas encore prononcés. Une attitude « très inélégante », a dénoncé la ministre rwandaise Louise Mushikiwabo. Charles Michel n'était

pas loin de penser la même chose.

La confrontation sur la place publique ? Très peu pour le Premier ministre belge. Même s'il est d'accord avec Paris sur le fond, il préfère ce qu'il appelle « la démarche d'encouragement ». Son père était de la même trempe : la négociation plutôt que l'affrontement, quitte à fermer les yeux sur des entorses à la démocratie, notamment au Rwanda.

« Au nom de la paix », se défendait-il à l'époque. On se souviendra plutôt de sa capacité à rassembler lors de la conférence sur le racisme à Durban, en Afrique du Sud, ou de sa présence active lors des négociations d'Arusha, en Tanzanie, sur le Burundi. « C'est lui qui a convaincu Buyoya de céder le pouvoir », assure un de ses proches de l'époque. Buyoya était-il le « poulain » belge pour succéder à Diouf ? Personne ne veut confirmer.

Faut-il voir l'élection de Michaëlle Jean comme un recul de l'influence française en Afrique, et donc une « fenêtre d'opportunité » pour la Belgique ? « Elle nous donne l'occasion de remettre en selle, et dans un esprit de dialogue, notre diplomatie afri-

caine », confie un ambassadeur belge.

Début janvier, les ministres Didier Reynders (Affaires étrangères) et Alexandre De Croo (Coopération) se rendront ensemble au Rwanda et au Burundi. Charles Michel ne le cache pas : il veut que la Belgique renforce son expertise en Afrique centrale. Il se démarque ainsi de son prédécesseur Elio Di Rupo qui n'avait que peu d'« appétence » (terme michélien) pour les affaires étrangères et qui n'avait même pas daigné participer au dernier sommet de la francophonie à Kinshasa en 2012. Le Premier ministre devra toutefois relativiser : comme le démontre le cas de François Hollande, on ne bâtit pas sa popularité sur la politique étrangère. ●